

<https://ricochets.cc/Le-gouvernement-francais-veut-placer-toute-la-population-sous-surveillance-algorithmique-comme-en-Chine.html>



Le gouvernement français veut placer toute la population sous surveillance algorithmique

- Les Articles -

Publication date: dimanche 27 juin 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

► **Nouvelle loi renseignement : le gouvernement place la population sous surveillance algorithmique**

- Conservation généralisée des données de connexion, surveillance de masse... Adopté par les députés, avant le Sénat fin juin, le projet de loi renseignement passe en procédure accélérée. Mais son contenu inquiétant mériterait un débat public d'ampleur.

Passer des textes de loi en procédure accélérée devient une habitude. L'actuel projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement ne déroge pas à la règle. Adopté le 2 juin par l'Assemblée nationale en seulement deux jours, il ne lui manque plus que le vote du Sénat, à l'issue d'un examen prévu les 29 et 30 juin. Dans un contexte d'inflation législative et politique sur la surveillance et le renseignement, « le but est d'empêcher tout débat public » fustige Pierre*, membre du Centre d'études sur la citoyenneté, l'informatisation et les libertés (CECIL). Cette organisation fait partie de l'Observatoire des libertés et du numérique, un groupement d'associations et de syndicats qui vient de publier un communiqué alertant sur cette « nouvelle étape dangereuse dans les atteintes régulières et toujours plus importantes portées par ce gouvernement à nos libertés ».

Le premier objectif de ce texte est de pérenniser des dispositifs issus de la loi renseignement de 2015 et de la loi SILT (renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme) de 2017. Pour cette raison, il avait été rédigé de longue date, et aurait pu être déposé plus tôt sur la table des parlementaires. Mais il n'a été présenté en Conseil des ministres que dans la foulée du meurtre d'une agente de police à Rambouillet, le 23 avril - laissant peu de temps aux élus pour s'en saisir. Au-delà de la pérennisation contestée de plusieurs dispositifs de lutte antiterroriste, les défenseurs des libertés numériques ont passé au peigne fin le volet renseignement de ce texte de loi - parfois obscur et technique -, et s'inquiètent de nouvelles portes sécuritaires qu'il ouvre.

La surveillance algorithmique de masse entérinée (...)

Surtout, ces algorithmes intégreront l'analyse des adresses URL - l'adresse d'un site ou d'une page Web - que consultent les Français. Selon la CNIL, les trois premières boîtes noires expérimentées jusqu'ici se restreignaient aux données téléphoniques. Mais difficile de savoir quelle était la pratique réelle : « Dans le cadre de nos contentieux, les services de renseignement nous disaient qu'ils utilisaient déjà les adresses URL », assure Arthur Messaud, juriste de la Quadrature du Net. Dans tous les cas, il est désormais officiel que les algorithmes de surveillance seront étendus aux URL.

(...)

Le stockage des données : « Un monstre qui grandit dans l'ombre » (...)

« Il y a deux ans, ça aurait fait la Une de la presse pendant des semaines » (...)

Obliger les opérateurs à coopérer sur du « hacking » ? (...)

« Snowden nous avait mis en garde : ce sont des pratiques qui échappent complètement à la loi » (...)

Loi Sécurité globale, loi renseignement : une même dérive du pouvoir exécutif et législatif (...)



Le gouvernement français veut placer la population sous surveillance algorithmique Et après ce seront les décisions qui seront prises par des IA, qui aura l'outrecuidance de contester des décisions de rationalités cybernétiques infaillibles ?!

La loi de l'Etat c'est la surveillance totale

En réalité il n'y a pas de prétendue « dérive » (une déviance par rapport à la normale qui elle serait juste),

Le gouvernement français veut placer toute la population sous surveillance algorithmique

L'Etat et ses gouvernements continuent juste de dérouler leur système policier, comme ils ont toujours fait, et comme ça se fera toujours tant que des révoltes importantes ne construisent pas d'autres formes de sociétés.

Les mêmes outils de surveillance que les dictatures

Les fausses démocraties telles que la France n'hésitent guère à utiliser les mêmes outils de surveillance que les vraies dictatures.

Il suffit de viser des catégories partout honnies, comme les terroristes, pour lancer une technologie intrusive et liberticide, qui ensuite « tout naturellement » s'étendra petit à petit à d'autres catégories sociales (voyez ce qui s'est passé avec le fichage ADN, au départ strictement réservé aux violeurs promis-juré, maintenant exigé pour de simples manifestants).

Comme la plupart des gens, y compris hélas la gauche, y compris Bastamag, y compris la Quadrature du Net, ne veulent pas remettre en cause l'existence de l'Etat, ils sont piégés, pris dans une critique limitée et en fait obligés d'accepter ce qui va obligatoirement avec l'Etat, comme : le fichage généralisé et la surveillance du cheptel national par tous les moyens disponibles (légalement ou illégalement).

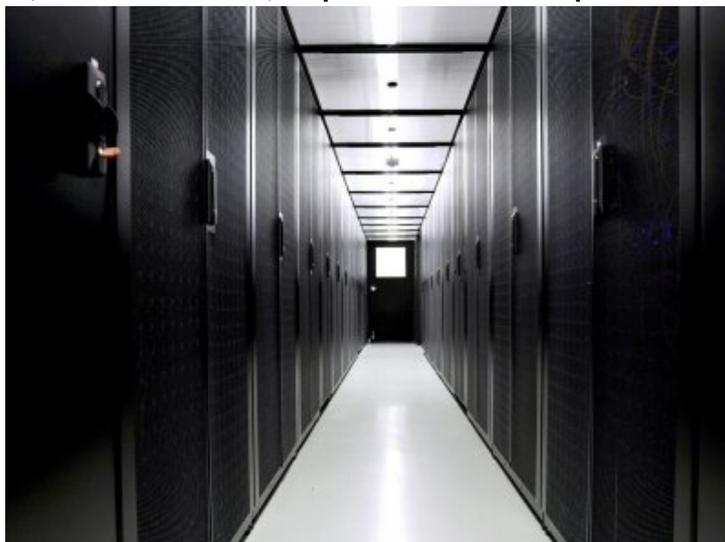
Parfois, si c'est trop énorme ou qu'il y a des protestations fortes, l'Etat et ses instances de régulation acceptent un retard d'application et d'adoucir un peu leurs projets liberticides et policiers, mais la plupart du temps on ne voit que des correctifs de surface, des garde fou illusoire, des changements de formulations et des illégalités plus ou moins discrètes.

les lois ne font que courir avec retard derrière les pratiques illégales du système policier

Le projet ressort alors plus tard, dans un autre projet de loi, au détour d'un arrêté, et de toute façon les flics appliquent déjà en douce ce qui avait été recalé.

En fait, les lois ne font que courir avec retard derrière les pratiques illégales du système policier pour les légaliser après coup.

Voyez aussi l'exemple des strictes règles d'usage du LBD qui éborgne et mutile des danseurs, des habitants de quartiers populaires et des manifestants, elles ne sont tout simplement pas respectées dans la pratique. **Mais les règles existent sur le papier, alors tout va bien, on peut dire ou croire qu'on est « en-démocratie ».**

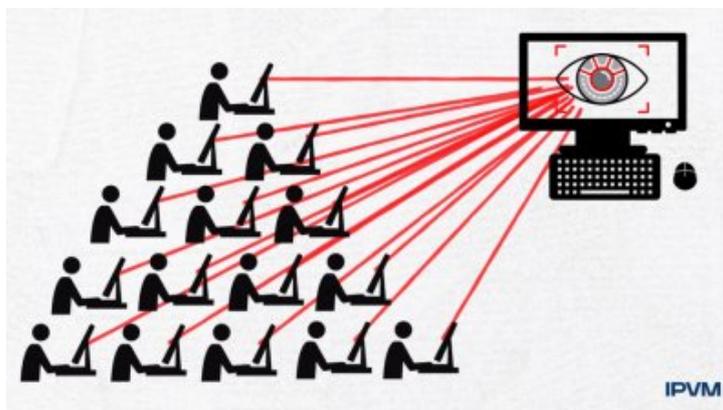


Le gouvernement français veut placer la population sous surveillance algorithmique L'ensemble de nos vies scrutées et enregistrées dans des centres serveurs géants par des logiciels

Le gouvernement français veut placer toute la population sous surveillance algorithmique

Autre exemple des arrières pensées de nombre d'élus, prêts à passer de la fausse démocratie à la vraie dictature dès que la survie du système en place et en jeu (réprimer, surveiller et punir plutôt que de quitter le modèle en place et ses structures mortifères - rafistoler l'existant dans une voie autoritaire plutôt que de toute changer en profondeur dans une voie démocratique, sociale et écologiste) :

- ▶ [« Si une dictature sauve des vies » : des sénateurs plaident pour une surveillance intrusive en cas de crise](#) - SMS envoyé automatiquement si vous sortez de chez vous sous couvre-feu, amendes prélevées directement sur votre compte... Pour anticiper les futures crises, des sénateurs proposent de développer des outils de plus en plus intrusifs.



Le gouvernement français veut placer la population sous surveillance algorithmique Nos ordinateurs, nos téléphones, et ensuite toutes nos rues seront analysés automatiquement par des logiciels